

# Jean-Claude MAILLY avec l'Action Sociale D'Indre-et-Loire - le 15 mars 2012

## DEFENSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES

*Anniversaire de la Convention Collective Nationale du Travail  
 Du 15 mars 1966 (250 000 salariés)*

**10h30 à 11h30 : réunion syndicale à l'ADSE 37 (Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance D'Indre et Loire) : secteur habilité Protection de l'Enfance et PJJ - CCNT 66**

Lors de la réunion de section syndicale, en présence de JC MAILLY et de Pascal CORBEX, les salariés ont discuté des points suivants :

- **Le niveau des rémunérations dans le secteur**, la précarisation des salariés : il y a encore 15 ans, les grilles indiciaires des salaires démarraient 20 % au dessus du Smic. Aujourd'hui, certaines grilles du secteur démarrent en dessous du niveau du Smic !
- **Le financement des établissements et services**, les contraintes budgétaires, la politique budgétaire du Conseil Général qui ne respectent pas ses obligations en matière d'opposabilité des Conventions Collectives ;
- L'obligation de faire de **la suractivité pour boucler les budgets**, les salariés sont obligés de faire plus de travail avec les mêmes moyens ; ils réclament une prime à ce titre ;
- **Les salaires sont devenus la variable d'ajustement des budgets**, au mépris des conditions d'accueil des bénéficiaires, au mépris de l'application des lois et des préconisations de bonnes conduites professionnelles ;
- Les salariés dénoncent le manque de militantisme des responsables des associations loi 1901 pour défendre et améliorer leurs causes ; **la mise en concurrence par les appels d'offre et ses conséquences** : la dégradation des conditions de travail et des conditions d'accueil ;
- Les salariés dénoncent l'asservissement des collectivités à **la politique générale de destruction de service public et des missions de service public**, la remise en cause de l'ordonnance 45 et la remise en cause des prises en charge des jeunes délinquants dans le secteur associatif habilité ;



**Ils décident d'adresser leurs revendications à leur employeur** (lettre ouverte et demande de rendez-vous).



L'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance a décliné notre invitation d'accueillir JC MAILLY. Le Président de l'Association est finalement venu rencontrer les salariés et leurs invités dans le local syndical.

Le Président invoque les « bonnes conditions de travail », un cadre agréable... mais **ne semble pas mesurer l'urgence et la nécessité de l'augmentation des salaires.**

Il remet en cause le modèle de l'association 1901 comme gestionnaire de ce qu'il nomme «une entreprise ».

# Jean-Claude MAILLY avec l'Action Sociale D'Indre-et-Loire - le 15 mars 2012

## **DEFENSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES**

*Anniversaire de la Convention Collective Nationale du Travail  
 Du 15 mars 1966 (250 000 salariés)*

**14h00 à 15h30 : Conférence publique à Ligueil : la situation générale de l'Action Sociale en Indre et Loire et la situation particulière du Foyer de Cluny : accueil adultes handicapés mentaux - CCNT 51**



Le Syndicat Départemental de l'Action Sociale a fait le point des actions menées depuis près de 10 ans au foyer de Cluny. Il est question :

- **Du respect du droit du travail**, du fonctionnement des instances représentatives du personnel ;
- De l'amélioration des conditions de travail et par là-même des conditions d'accueil des résidents du Foyer ;
- Des multiples interventions de l'inspection du Travail qui donne raison aux salariés ;
- Des autorités de contrôle : Conseil Général et ARS, de leurs positions ;
- Des Audits, recommandations et obligations : rien n'y fait ;
- De la permanence des attaques sur les conditions de travail, relations conflictuelles avec la direction ;
- Des plaintes déposées et des procès en cours ;
- **De la justesse et de la légitimité des revendications des salariés.**

Le Président du Foyer de Cluny a refusé de recevoir JC MAILLY. Le Syndicat Départemental de l'Action Sociale FO 37 a décidé d'organiser une réunion d'informations à Ligueil dans le Sud du Département pour se rapprocher des salariés et également soutenir l'action syndicale des camarades du Foyer de Cluny où les difficultés sont nombreuses. Le directeur adjoint et deux salariés proches de la direction sont venus participer à cette réunion.



Un échange a eu lieu avec les représentants de la direction du Foyer de Cluny qui font valoir des conditions de travail pas si difficiles que ça par rapport à d'autres secteurs... « Il ne faut pas se plaindre », « les congés sont donnés aux salariés »....



**JC MAILLY intervient : il sollicite la Présidente du Conseil Général et demande la mise sous tutelle de l'établissement ; il sollicite le ministère pour un audit. Il dénonce le Far West en faisant allusions aux courses poursuites dont la déléguée syndicale a fait l'objet il y a quelques années par exemple.**

**Le foyer de Cluny en point de mire(NR)**



Le Foyer de Cluny est un des plus gros employeurs du bassin d'emploi du sud du département. C'est également 180 adultes handicapés qui y vivent. **Il est hors de question d'entendre parler de fermeture.** Le syndicat exige des conditions normales d'exercice des missions auprès de ce public, comme dans les autres établissements d'Indre et Loire.

# Jean-Claude MAILLY avec l'Action Sociale D'Indre-et-Loire - le 15 mars 2012

## **DEFENSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES**

*Anniversaire de la Convention Collective Nationale du Travail  
 Du 15 mars 1966 (250 000 salariés)*

**17 h : rencontre avec le directeur de l'APAJH 37 : bilans, consultations et soins secteur médico-social. - CCNT 66**

Le Directeur de l'APAJH 37 a reçu JC MAILLY ainsi qu'une délégation. Il a présenté les conséquences concrètes de la politique actuelle pour les établissements et services de l'association. Il est question de :

- L'application de la loi HPST (1) ;
- Le fonctionnement en appels d'offres ;
- La RGPP avec disparition des moyens de l'éducation nationale et particulièrement des RASED (2) ;

Il a fait part de ses craintes pour le secteur social de ce fonctionnement issu du secteur marchand. Il a expliqué les stratégies que l'Association développait pour maintenir la qualité des interventions des professionnels auprès des enfants, des adolescents, des étudiants et des familles et pour anticiper les injonctions de l'ARS. Il a rappelé son attachement aux qualifications des salariés, à la qualité des conditions de travail et donc d'accueil des salariés.



(1) HPST : Hôpital Patient Santé Territoire dite loi Bachelot  
 (2) RASED : Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté

**17h30 à 19h30 : Conférence « Défense des Conventions Collectives » – débat sous la présidence de Jean-Claude MAILLY, Pascal CORBEX à Tours (APAJH 37).**

### **Anniversaire de la Convention Collective nationale du Travail du 15 mars 1966**

Introduction de la conférence par **JD AUDBERT**, rappel des événements en Indre-et-Loire, de l'évolution du secteur (fermetures d'établissements et services dans la Protection de l'Enfance), de l'action syndicale, des revendications du SDAS FO37.



**Pascal CORBEX** secrétaire général de la FNAS FO, donne l'information et l'actualité des actions menées pour la défense des conventions et les positions des autres fédérations syndicales. Il appuie sur la nécessité de continuer à faire signer la pétition pour la CCNT 51 et à **construire le rapport de force.**



**Jean-Marc CONSTANCIAS**, négociateur national CCNT 1966 est intervenu précisément, rappelant l'historique de la convention et de la négociation. Il termine sur la situation actuelle et rappelle que le SYNEAS, syndicat employeur, interroge jusqu'en juin 2012 ses adhérents pour connaître leur avis sur l'avenir de la convention.



**Eric DENISET**, négociateur national CCNT 1951 nous apporte un éclairage utile sur les enjeux actuels : la position des employeurs, la position des syndicats, la position de FO : **maintien et amélioration de la CCNT 51**



# Jean-Claude MAILLY avec l'Action Sociale D'Indre-et-Loire - le 15 mars 2012

## **DEFENSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES**

*Anniversaire de la Convention Collective Nationale du Travail  
Du 15 mars 1966 (250 000 salariés)*



**Yvan MOQUETTE**, SNUDI FO (instituteurs) est intervenu clairement sur les corrélations entre la situation de l'Action Sociale et les dégâts constatés dans les écoles (destruction des RASED et diminution des moyens). Il rappelle pour exemple qu'à la rentrée de septembre 2011, **il manquait 113 places** pour les enfants orientés par la MDPH en IME (Institut Médico-Educatif) en Indre et Loire.



**JC MAILLY** a clôturé la conférence, il a remis en perspective les différents points abordés au cours des visites et réunions de la journée avec la situation générale nationale.

- la réforme générale des politiques publiques
- la réforme des collectivités territoriales (FORCE OUVRIERE publiera également un livre noir à ce sujet)

Il a également fait des liens avec la situation dans les autres pays d'Europe, s'appuyant sur les propos de ses confrères allemands ou grecs.

Il a rappelé pourquoi FORCE OUVRIERE ne donnait pas de consignes de vote. Il a souligné, quelque soit l'issue des élections, combien le rapport de force syndical resterait déterminant pour la classe ouvrière.

**SDAS FO 37** 18 rue de l'Oiselet 37550 ST AVERTIN  
02 47 38 54 43 [sdasfo37@gmail.com](mailto:sdasfo37@gmail.com)  
<http://37.force-ouvriere.org/>



**VIVE  
LE SDAS FO 37**

**VIVE  
FORCE  
OUVRIERE**

**VIVE LE  
SYNDICALISME  
LIBRE ET  
INDEPENDANT**



**« Pendant la campagne les revendications continuent »**  
de JC MAILLY à lire en ligne sur  
<http://37.force-ouvriere.org/>

